

Cadre juridique

- Loi n° 9-89 du 01 Février 1989 relative aux participations, entreprises et établissements publics telle que modifiée et complétée par :
 - ✓ la loi n° 102-94 du 01 Aout 1994,
 - ✓ la loi n° 96-74 du 29 Juillet 1996,
 - ✓ la loi n° 99-38 du 03 Mai 1999,
 - ✓ la loi n° 2001-33 du 29 Mars 2001,
 - ✓ la loi n° 2006-36 du 12 Juin 2006.
- Loi n° 85-78 du 05 Aout 1985 portant statut général des agents des offices, des établissements publics à caractère industriel et commercial et des sociétés dont le capital appartient directement et entièrement à l'Etat ou aux collectivités publiques locales telle que modifiée et complétée par :
 - ✓ la loi n° 99-28 du 03 Avril 1999,
 - ✓ la loi n° 2003-21 du 17 Mars 2003.
- Décret n° 2005-910 du 24 mars 2005, portant désignation de l'autorité de tutelle sur les entreprises et les établissements publics à caractère non administratif portant annulation des tel que modifié et complété par les textes subséquents
- Décret n° 2002-2197 du 07 Octobre 2002 relatif aux modalités d'exercice de la tutelle sur les entreprises publiques, à l'approbation de leurs actes de gestion, à la représentation des participants publics dans leurs organes de gestion et de délibération et à la fixation des obligations mises à leur charge tel que modifié et complété par le décret n°510-2016 du 13 Avril 2016,
- Décret n° 2002-2198 du 07 Octobre 2002 relatif aux modalités d'exercice de la tutelle sur les établissements publics n'ayant pas le caractère administratif, aux modalités d'approbation de leurs actes de gestion, aux modes et aux conditions de désignation des membres des conseils d'établissement et à la fixation des obligations mises à leur charge,
- Décret n°2004-2265 du 27 Septembre 2004 fixant la liste des établissements publics à caractère non administratif considérés comme entreprises publiques tel que modifié et complété par les textes subséquents
- Décret n°2002-2131 du 20 Septembre 2002 portant création de structures au Premier ministère
- Décret n° 2016-294 du 09 Mars 2016 relatif à la création du ministère de l'énergie et des mines et fixant ses attributions et les structures sous-tutelle,
- Décret n° 2016-858 du 15 Juin 2016 relatif à l'organisation du ministère de l'énergie et des mines,
- Décret n° 2003-1617 du 16 Juillet 2003 fixant les procédures et les modalités d'octroi d'un congé pour la création d'entreprise.